

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)****ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE**

(en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique)

Acheteur public

État - Ministère des Armées et des anciens combattants - Secrétariat Général pour l'Administration
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

Objet de l'accord-cadre

N° Projet : DAF_2025_00474

Maintenance préventive et corrective des onduleurs des sites de la Base de Défense (BdD) de Lille (59)

Niveau de classification :

MD	MA	MS	SF	NP
				X
Marché avec détention d'ISC	Marché avec accès d'ISC	Marché sensible	Spécial France	Marché non protégé

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1	Nature de la prestation.....	4
1.2	Qualification et formalités de l'accord-cadre.....	4
1.3	Durée de l'accord-cadre	4
1.4	Montant de l'accord-cadre.....	5
1.5	Modification au contenu de l'accord-cadre	5
1.6	Parties au contrat	5
1.7	Modalités de commande.....	5
1.8	Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion.....	5
1.9	Développement durable.....	8
1.10	Forme des notifications et informations	8
1.11	Clause d'exclusivité.....	9
ARTICLE 2	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 3	SOUS TRAITANCE	9
ARTICLE 4	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION	10
4.1	Lieux.....	10
4.2	Nombre de personnels exigés	10
4.3	Permanence et continuité des prestations	10
4.4	Statut du personnel	10
4.5	Vêtements de travail	10
4.6	Comportement du personnel.....	10
ARTICLE 5	OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION	11
5.1	Opérations de vérification	11
5.2	Décisions après vérifications	11
ARTICLE 6	OBLIGATIONS DES PARTIES.....	12
6.1	Obligations du titulaire	12
6.2	Obligations de l'acheteur.....	12
6.3	Obligations communes	13
6.4	Rapports contractuels	13
ARTICLE 7	MODIFICATIONS.....	13
7.1	Clause de réexamen	13
7.2	Défaillance du mandataire du groupement	15
ARTICLE 8	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 9	MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	16
9.1	Contenu du prix	16
9.2	Prix de règlement	16

9.3	Révision des prix	16
9.4	Application de la TVA.....	17
ARTICLE 10	PAIEMENT – CESSIION ET NANTISSEMENT	17
10.1	Facturation.....	17
10.2	Délai global de paiement.....	20
10.3	Intérêts moratoires.....	20
10.4	Cession ou nantissement.....	20
ARTICLE 11	AVANCE	20
ARTICLE 12	PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION	20
12.1	Pénalités	20
12.2	Règlement des litiges.....	21
12.3	Dispositions relatives au redressement ou à la liquidation judiciaire.....	21
12.4	Résiliation de l'accord-cadre	22
ARTICLE 13	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	22
ARTICLE 14	OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS D'ACCORD-CADRE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE 23	
ARTICLE 15	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	23
ARTICLE 16	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	24
ARTICLE 17	DESCRIPTION GENERAE DE LA PRESTATION A FOURNIR	25
ARTICLE 18	IMPLANTATION DES INSTALLATIONS	25
ARTICLE 19	EXIGENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	25
ARTICLE 20	CONSTANCE DES INSTALLATIONS.....	26
ARTICLE 21	CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	26
ARTICLE 22	MAINTENANCE PREVENTIVE.....	27
ARTICLE 23	MAINTENANCE CORRECTIVE.....	31
ARTICLE 24	DEVOIR DE CONSEIL	33
ARTICLE 25	GARANTIE	33
ARTICLE 26	REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE	33

ANNEXE:

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense.
- Annexe 2 : liste des équipements à soutenir
- Annexe 3 : Prestations minimales à effectuer
- Guide d'utilisation SUBCLIC

1ère Partie – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Nature de la prestation

L'accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective des onduleurs des sites de la Base de Défense de LILLE (59).

Le présent accord-cadre est à obligation de résultats avec un minimum de moyens humains et techniques imposés pour l'ensemble des installations qui sont désignées au C.C.P et ses annexes.

L'accord-cadre est divisé en 2 types de prestations :

- La maintenance préventive, prestations forfaitaires ;
- La maintenance corrective, prestations à prix unitaires.

Chaque type de prestation fera l'objet d'un bon de commande.

1.2 Qualification et formalités de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il entre dans la catégorie des marchés de prestations de services.

Le Service d'infrastructure de la Défense Nord-Est (SID Nord-Est) agit pour l'ensemble des formalités suivantes :

- Lancement de l'appel d'offres,
- Notification de l'accord-cadre,
- Suivi administratif et financier de l'accord-cadre,
- Révision des prix,
- Pénalités,
- Résiliation de l'accord-cadre,
- Établissement des avenants à l'accord-cadre,
- Litiges et contentieux.

Le directeur du SID Nord-Est, représentant du Pouvoir Adjudicateur de l'accord-cadre (RPA) est désigné acheteur.

L'Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID) de Lille, Section Ingénierie de la Maintenance, agit pour les formalités de :

- Suivi technique de l'accord-cadre,
- Correspondance avec le titulaire par ordre de service,
- Établissement des bons de commandes,
- Vérification des prestations.

1.3 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est conclu pour une première période ferme incluant une Période de Préparation (PP) de deux mois allant du lendemain de sa date de notification jusqu'au 30 novembre 2026.

Il pourra être reconduit tacitement quatre (4) fois pour une période de trois (3) mois, sans que sa durée totale n'excède deux (2) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

A l'issue de chaque période, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre. Il notifiera au titulaire par écrit, un mois au moins avant l'échéance de la période en cours, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, les travaux des bons de commande émis, avant expiration de l'accord-cadre, devront être terminés aux mêmes conditions par le titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.

1.4 Montant de l'accord-cadre

Les montants minimum et maximum, par période, sont les suivants :

	MONTANT MINIMUM € HT par période	MONTANT MAXIMUM (part forfaitaire + prestations à prix unitaires) sur la durée totale en € HT
Période n°1 (du lendemain de sa date de notification jusqu'au 30/11/2026)	Montant de la part forfaitaire	140 000,00 € HT
Période n°2 (reconduction 1)	Sans mini	
Période n°3 (reconduction 2)		
Période n°4 (reconduction 3)		
Période n°5 (reconduction 4)		

1.5 Modification au contenu de l'accord-cadre

Lorsque la modification résulte d'une transformation apportée à la consistance initiale des installations, cette dernière doit donner lieu à un procès-verbal contradictoire établi dans les conditions de forme identiques à celles de la prise en charge initiale des installations et définies à l'article 6.3.1 ci-après. Ce procès-verbal indique en outre la date à laquelle le titulaire a effectivement pris en charge la nouvelle liste des installations. L'établissement du procès-verbal constatant contradictoirement la modification apportée à la consistance des installations intervient dans les 10 jours ouvrables qui suivent le jour où ces modifications deviennent effectives.

1.6 Parties au contrat

Le directeur de le SID NE est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) désigné « **Acheteur** » conformément à l'article 2 du CCAG FCS.

Les emprises militaires bénéficiaires des prestations sont représentées par les Unités de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) désignés dans le présent C.C.P par le terme « **bénéficiaire** ».

L'entreprise chargée de réaliser les prestations est désignée dans le présent C.C.P par le terme « **titulaire** ».

1.7 Modalités de commande

Le bon de commande relatif à la maintenance préventive sera émis par l'USID de Lille, en début de période.

Les bons de commande pour la maintenance corrective seront émis par l'USID de Lille dès acceptation du devis détaillé fourni par le titulaire. Les bons de commande peuvent être émis dès la notification du marché et jusqu'à son dernier jour. Le délai d'exécution du bon de commande sera déclenché par ordre de service (OS).

1.8 Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre intéressent les armées, le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG/FCS.

1.8.1 Mesures de sécurité

Toute personne étrangère au ministère des Armées et des Anciens combattants doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter cet accord-cadre. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

En conséquence, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à :

- fournir les renseignements d'identité de ses personnels qui lui seront demandés afin de réaliser l'enquête de sécurité ;
- remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable sur demande du bénéficiaire.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre sans préavis et sans indemnité.

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire.

1.8.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le bénéficiaire exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.8.3 Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées et des Anciens combattants

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- demande de contrôle primaire en version numérique remplie, non signée, au format natif (règle de nommage : CP_NOM_Prénom date de naissance au format JJMMAAAA) ;
- demande de contrôle primaire remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF (règle de nommage : SCAN_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA) ;
- scan de la carte d'identité en version PDF (règle de nommage : PI_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA).

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir obtenu de contrôle primaire valide. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les contrôles primaires seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

En cas d'avis défavorable ou réservé, le titulaire du présent accord-cadre se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s). Il devra proposer d'autres personnes à soumettre au contrôle primaire.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire de l'accord-cadre assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1.8.4 Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité professionnelle sécurisée pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

1.8.5 Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

1.8.6 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire en application de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

1.8.7 Mesures de prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du Titre 1 de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense, annexé au présent C.C.P.

Un plan de prévention sera établi par le responsable de la prévention du site sur lequel sont exécutées les prestations.

1.8.8 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Dans le cadre d'une éventuelle crise sanitaire, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés. De plus, il se référera aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations.

1.8.9 Prises de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des armées et des anciens combattants par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à autorisation expresse du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur du SID Nord-Est de METZ.

L'autorisation écrite est signée par le directeur du SID Nord-Est de METZ, qui précise :

- La finalité des images
- Les publics concernés
- La durée et les territoires d'utilisation
- Les supports et canaux d'exploitation

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits.

Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.

Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

1.9 Développement durable

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement avec la mise en place :

- d'une trame de Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (**SOGED**) ;
 - de propositions d'amélioration et d'évolution des matériels permettant d'instaurer une dynamique d'**économie d'énergie** de façon à pérenniser l'ensemble des installations,
- de privilégier pour l'exécution des prestations des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicule (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides conformes aux normes en vigueur.

1.9.1 Clause d'insertion sociale obligatoire

Sans objet

1.10 Forme des notifications et informations

1.10.1 Communication au titulaire

Les bons de commande, les ordres de services éventuels ou les décisions seront notifiés, par l'acheteur, principalement par voie électronique, mais également, le cas échéant, par courrier recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé lors de rencontres avec le titulaire. Un ordre de service daté et signé du titulaire ou ayant fait l'objet d'un accusé réception par voie électronique vaut récépissé.

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations par échanges dématérialisés.

La notification au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai est faite conformément à l'article 3.1 du CCAG/FCS. L'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz ou son représentant.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

1.10.2 Communication du titulaire

Toute communication à l'acheteur devra être réalisée en priorité par voie électronique ou :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Cependant, l'acheteur pourra demander au titulaire la transmission des documents par voie électronique en supplément de la remise physique spécifiée ci-dessus, sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité.

1.11 Clause d'exclusivité

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Pour des besoins occasionnels, le maître d'ouvrage peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, notamment dans les cas suivants :

- pour toute prestation comportant des mesures particulières de confidentialité des données et/ou de restriction d'accès aux sites non prévues dans le présent accord-cadre,
- pour toute prestation urgente, à laquelle le titulaire de l'accord-cadre n'est pas en mesure de répondre.
- Constatation d'une différence financière importante présageant l'offre du moment anormalement haute.

Ces cas d'exclusion ne dispensent pas le maître d'ouvrage de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum de l'accord-cadre, lorsque celui-ci est prévu.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles dans la dernière version résultant des dernières modifications opérées par mise au point et/ou avenant ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et ses annexes :
 - * Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense ;
 - * Annexe 2 : Liste des équipements à soutenir ;
 - * Annexe 3 : Prestations minimales à effectuer ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- la Décomposition du Prix Forfaitaire (D.P.F.) ;
- le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.) avec le coefficient majorateur K ;
- le mémoire technique remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle) ;
- les deux procès-verbaux établis :
 - * l'un en début d'exécution de l'accord cadre, à l'occasion de la prise en charge des installations par le titulaire,
 - * l'autre en fin d'exécution de l'accord cadre, à titre de constat de l'état des lieux ;
- les procès-verbaux éventuellement établis en cours d'exécution, à l'occasion de la prise en charge d'installations nouvelles ;

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Le présent accord-cadre est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre devra être rédigé en langue française.

ARTICLE 3 SOUS TRAITANCE

Le titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement par l'acheteur.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, **le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>)**.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance. L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat. Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCP.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont fixées à l'article 10.1.4 du présent CCP.

ARTICLE 4 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION

4.1 Lieux

Les prestations seront exécutées sur les différentes emprises détaillées ci-dessous :

VILLE	EMPRISE	ADRESSE
LILLE (59000)	Caserne BOUFFLERS	Avenue du 43° RI
	Caserne KLEBER	Rue du Pont Neuf
	Quartier SAINT RUTH	Rue de la porte d'Ypres
DOUAI (59500)	Quartier CORBINEAU	Rue Lefebvre d'Orval
DENAIN (59220)	Établissement général BALAMBOIS	2 rue Louis Petit
DUNKERQUE (59140)	Nouveau sémaphore de Dunkerque	Route de l'écluse Charles de Gaulle
BOULOGNE SUR MER (62200)	Batterie de la tour d'Odre « Sémaphore »	239 rue du baron Bucaille

4.2 Nombre de personnels exigés

L'ensemble des prestations, dont les modalités d'exécution sont définies au présent C.C.P doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permanents, permettant de réaliser les tâches prévues, tel qu'indiqué dans le mémoire technique remis avec l'offre.

4.3 Permanence et continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues. L'acheteur peut pourvoir d'office au remplacement du titulaire défaillant aux frais et risques de ce dernier.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire de l'accord-cadre reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit de l'acheteur.

En cas de défaillance de sa part, l'acheteur peut assurer le service, aux frais et risques dudit titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

4.4 Statut du personnel

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

4.5 Vêtements de travail

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail ou de protection appropriés aux tâches à accomplir. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

4.6 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise (comportement, stationnement et vitesse des véhicules,...).

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

ARTICLE 5 OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION

À la suite des vérifications réalisées par le bénéficiaire, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS par l'acheteur.

5.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont de la responsabilité du bénéficiaire. Elles se dérouleront à destination pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les opérations de vérification consistent à procéder aux examens quantitatifs et qualitatifs de chacun des livrables par le bénéficiaire dans les conditions définies ci-après.

Le bénéficiaire procède aux opérations de vérification de l'accord-cadre. Il prend alors une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations.

5.2 Décisions après vérifications

5.2.1 Admission

L'admission est l'acte par lequel l'acheteur accepte sans réserve, les prestations livrées. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG FCS, en l'absence de décision, l'admission prendra effet dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions de l'accord-cadre, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision. À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

5.2.2 Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner leur admission dans les conditions prévues par l'article 30.2 du CCAG/FCS.

5.2.3 Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations livrées appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible de les admettre en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de rejet portant sur tout ou partie de l'accord-cadre. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG / FCS, en cas de rejet, le titulaire dispose de quinze jours pour se mettre en conformité avec les clauses de l'accord-cadre.

Après rejet de tout ou partie des prestations, l'acheteur dispose à nouveau, à compter de la nouvelle livraison par le titulaire des prestations, de la totalité des délais prévus à l'article 30.1 du CCAG / FCS pour procéder aux vérifications.

Le délai ouvert au titulaire pour présenter ses observations, ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour effectuer une nouvelle prestation après le rejet, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation ni d'un sursis au délai contractuel.

ARTICLE 6 OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 Obligations du titulaire

6.1.1 Au titre de ses responsabilités civiles

Le titulaire est civilement responsable de tout préjudice occasionné au bénéficiaire ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. Sa responsabilité pourra être engagée. À cet effet, il contracte une assurance :

- garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite et l'exploitation des installations : incendie, explosion, vols, dégâts des eaux, détériorations diverses, etc. ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du code civil, et couvrant la totalité des prestations y compris celles exécutées par les sous-traitants.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser cette attestation à l'acheteur dans les 15 jours qui suivent la notification de l'accord-cadre.

En cas de faute ou de manquement du titulaire causant un dommage, sa responsabilité pourra être engagée.

La responsabilité du titulaire ne peut être engagée dans les cas suivants :

- faute de l'acheteur ;
- cas de force majeure.

6.1.2 Au titre de ses prestations

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'exécution des prestations définies au présent C.C.P.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

En cas de défaillance de son personnel, le titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement compétent pour lequel il devra obtenir l'accord de l'autorité militaire, conformément à l'article 1.8 du présent C.C.P.

6.2 Obligations de l'acheteur

Le bénéficiaire paie le prix de rémunération forfaitaire et / ou unitaire établi dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

En outre, le bénéficiaire :

- s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à disposition du titulaire ;
- maintien clos, couverts et en bon état les locaux mis à disposition du titulaire ;
- fournit au titulaire, en nombre défini dans les PV mentionnés à l'article 6.3 du présent C.C.P, les clefs, télécommandes et autres dispositifs nécessaires pour l'accès aux installations.

Il détient un double des clés.

Le bénéficiaire supporte la charge de la dépense entraînée par l'exécution de toute opération n'entrant pas dans les attributions du titulaire telles qu'elles sont définies dans les documents contractuels.

Les dépenses de consommation d'énergie électrique et d'eau induites par le fonctionnement et l'éclairage des installations sont à la charge du Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD).

Le bénéficiaire avise dans les meilleurs délais et par écrit le titulaire de l'exécution de :

- tous les travaux de modification des installations ;
- tous les travaux de gros entretien et réparation qui seraient exécutés par le Service d'Infrastructure de la Défense confiés à une entreprise autre que le titulaire.

6.3 Obligations communes

Établissement des procès-verbaux

En cours d'accord-cadre, des procès-verbaux sont établis dans les circonstances stipulées aux paragraphes 6.3.1, 6.3.2 et 6.3.3 ci-après.

Dans chacun des cas évoqués, il appartient au bénéficiaire d'assurer la convocation des parties concernées ainsi que le bon déroulement général de la séance.

6.3.1 Procès-verbal d'état des lieux

Le titulaire, en lien avec le bénéficiaire, en début d'accord-cadre, établit un procès-verbal, par immeuble, faisant l'inventaire des appareils et dispositifs de toutes sortes composant les installations, objet du présent accord-cadre.

Ce procès-verbal est dressé en présence du bénéficiaire et du titulaire qui contresignent le procès-verbal. Les parties se réunissent sur les sites qu'ils visitent en intégralité.

Le cas échéant, les parties mentionnent le relevé des compteurs.

À cette occasion, le titulaire émet toutes les remarques ou réserves qu'il juge opportunes concernant l'état et l'aménagement des installations. Si ces réserves, éventuellement assorties de propositions, appellent des développements plus complets, il les consigne succinctement dans le procès-verbal et adresse ultérieurement au bénéficiaire une correspondance plus circonstanciée.

6.3.2 Modification de la consistance des installations

En cas de modifications apportées à la consistance des installations, préalablement à la conclusion d'un avenant, un procès-verbal est établi dans les conditions définies aux articles 1.5 et 6.3.1 du présent C.C.P.

Les modifications techniques apportées à l'installation par le bénéficiaire doivent être portées à la connaissance du titulaire avant leur réalisation. Ce dernier dispose de quinze jours pour formuler soit son accord, soit ses observations ou réserves éventuelles sur les modifications envisagées.

Conformément à l'article 1.5 du présent C.C.P, l'établissement du procès-verbal constatant contradictoirement la modification apportée à la consistance des installations intervient dans les 10 jours ouvrables qui suivent le jour où ces modifications sont acceptées par et deviennent effectives.

6.3.3 Procès-verbal de fin de période

Un procès-verbal est également dressé à la fin de chaque période par le titulaire et contresigné par le bénéficiaire.

Il a pour objet de constater contradictoirement et de façon régulière l'état des installations faisant l'objet du présent accord-cadre.

6.4 Rapports contractuels

Le bénéficiaire et le titulaire de l'accord-cadre se rencontrent obligatoirement à l'occasion de réunion dont la périodicité et le contenu seront déterminés dès la notification.

Un compte-rendu de réunion est établi par le bénéficiaire et transmis par ordre de service au titulaire.

Des réunions occasionnelles peuvent également être provoquées au gré des circonstances.

ARTICLE 7 MODIFICATIONS

7.1 Clause de réexamen

7.1.1 En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent

de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

7.1.2 Réexamen et prolongation de l'accord cadre

A. Réexamen de l'accord cadre :

L'acheteur se réserve le droit de procéder à un réexamen de l'accord-cadre à tout moment, notamment pour ajuster les prestations, les quantités, ou les conditions d'exécution en fonction des évolutions des besoins. Ce réexamen pourra être initié dans les situations suivantes :

- Modifications des conditions techniques ou opérationnelles nécessitant un ajustement du périmètre des prestations ;
- Changement dans les exigences légales, réglementaires ou normatives affectant l'exécution du marché ;
- Identification de nouveaux besoins ou de prestations complémentaires requérant une réévaluation du contrat ;

Le titulaire devra collaborer avec l'acheteur pour analyser les besoins et proposer des solutions ajustées, qui seront formalisées par un avenant, si nécessaire.

B. Prolongation de l'Accord-Cadre :

L'acheteur peut décider de prolonger l'accord-cadre, en cas de nécessité liée à l'exécution des prestations ou à l'évolution des besoins de l'acheteur, dans les conditions suivantes :

- Prolongation automatique : Une prolongation automatique de l'accord-cadre peut intervenir si celle-ci est prévue explicitement dans le cadre des conditions générales du contrat, et si elle est justifiée par un retard ou des événements imprévus liés à des circonstances indépendantes de la volonté des parties.
- Prolongation: À la fin de la période initiale de l'accord-cadre, et après examen des circonstances, l'acheteur pourra demander une prolongation de la durée de l'accord-cadre, dans la limite de **huit [8] mois supplémentaires**. Cette prolongation pourra être demandée en cas de besoin de continuité des prestations jusqu'à la conclusion d'un nouveau marché ou pour toute autre raison jugée pertinente par l'acheteur.
- Conditions de prolongation : La prolongation de l'accord-cadre doit être formalisée par un avenant signé par les deux parties. Elle pourra impliquer un ajustement des termes financiers ou des prestations, en fonction de l'évolution des conditions du marché ou des besoins de l'acheteur.

C. Modalités de Réexamen et de Prolongation :

- Toute demande de réexamen ou de prolongation devra être adressée par écrit par l'une des parties à l'autre, avec une justification appropriée, et ce, un [1] mois avant la date de fin de l'accord-cadre.
- Un délai de dix [10] jours à compter de la réception de la demande sera accordé pour mener les discussions nécessaires et formaliser un avenant en cas d'accord sur la prolongation ou la modification de l'accord-cadre.

D. Impact sur les Conditions Financières :

En cas de prolongation, un réexamen des conditions financières pourra être effectué, notamment si le montant global de l'accord-cadre est modifié, ou si de nouvelles prestations sont ajoutées. Les nouvelles conditions financières seront établies sur la base d'un calcul équitable, tenant compte des prestations supplémentaires ou du contexte économique au moment de la prolongation.

7.1.3 Réexamen et Modification du Montant maximum de l'accord cadre

A. Augmentation du montant :

L'acheteur peut décider d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre, en cas de demande de prestations supplémentaires non prévues dans le périmètre initial. Cette augmentation au marché initial devra faire l'objet d'une modification du montant de l'accord-cadre.

B. Conditions de l'augmentation :

L'augmentation du montant maximum de l'accord-cadre pourra être sollicitée dans les situations suivantes :

- Prestations supplémentaires : Lorsque l'acheteur souhaite ajouter des prestations ou services qui n'étaient pas initialement définis dans l'accord-cadre ;
- Évolution des besoins : Si des changements ou des évolutions imprévues des besoins ou des exigences surviennent en cours d'exécution du marché, nécessitant un élargissement du périmètre de l'accord ;
- Nouveaux matériels ou équipements : En cas de besoin d'acquisition ou de fourniture de nouveaux matériels ou équipements pour répondre aux prestations supplémentaires demandées.

C. Procédure de demande d'augmentation :

- L'acheteur notifiera par écrit au titulaire la nécessité de prestations supplémentaires et le montant estimé de cette augmentation. La demande devra être justifiée par les besoins opérationnels ou par des circonstances imprévues nécessitant ces prestations.
- Le titulaire proposera, dans un délai de sept [7] jours, une offre pour ces prestations supplémentaires, détaillant le coût associé et les délais d'exécution.

D. Révision du montant maximum :

Une fois l'offre du titulaire validée par l'acheteur, un avenant sera rédigé pour formaliser l'augmentation du montant de l'accord-cadre. Le montant global du contrat sera révisé en conséquence, en tenant compte des prestations supplémentaires et de leurs coûts associés.

L'augmentation totale du montant ne pourra dépasser **cinquante pour cent [50%]** du montant initial maximum de l'accord-cadre, sauf dans des circonstances exceptionnelles dûment justifiées et validées par les deux parties.

E. Condition de paiement :

L'augmentation du montant maximum donnera lieu à un ajustement des modalités de paiement. Les conditions de paiement seront précisées dans l'avenant, en fonction de la nature des prestations supplémentaires, de leur montant et de la durée d'exécution.

F. Limite de l'augmentation :

En vertu des règles applicables aux marchés publics, l'augmentation du montant global de l'accord-cadre, y compris les prestations supplémentaires, ne pourra dépasser cinquante [50]% du montant initial de l'accord-cadre. Au-delà de ce seuil, un nouveau marché devra être lancé, sauf accord spécifique et dérogation légale.

7.2 Défaillance du mandataire du groupement

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure de l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 8 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'accomplir les prestations objet de l'accord-cadre.

Toutes les informations données par l'administration sont données à titre indicatif. Il appartient au titulaire de les vérifier et, au besoin, de les corriger en attirant l'attention du bénéficiaire sur d'éventuelles erreurs.

L'acheteur devra veiller à ce que tout personnel du titulaire puisse effectuer ses prestations dans la plus grande sécurité.

Les résultats des interventions seront consignés, à chaque fois, dans un rapport, compte rendu ou procès-verbal, qui sera transmis dans les meilleurs délais au bénéficiaire.

Il appartient au titulaire de s'assurer que les considérations du bénéficiaire soient suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires à la suppression des défauts signalés.

La responsabilité du titulaire est celle d'un prestataire de services assujetti à une obligation de résultats. Elle ne peut être recherchée au titre d'installations utilisées en fonction de destinations qui ne lui ont pas été désignées. Mais elle sera recherchée dans le cadre d'une faute directe ou personnelle dans l'exécution des prestations pour des dommages survenant pendant ou après l'intervention, mais ayant un lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

9.1 Contenu du prix

Le titulaire a la charge des prestations telles qu'elles sont définies par les clauses du présent C.C.P.

Le titulaire tient compte dans son offre des dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires en vigueur.

Les dépenses de consommation d'énergie électrique et d'eau induites par le fonctionnement et l'éclairage des installations ne sont pas à inclure dans la décomposition du prix forfaitaire et sont imputées distinctement sur les ressources financières du GSBdD.

Le titulaire établit ses prix en fonction de ces éléments.

Les prix de l'accord cadre sont de type mixte :

- prix forfaitaire pour ce qui concerne la maintenance préventive,
- prix unitaires pour ce qui concerne la maintenance corrective.

9.2 Prix de règlement

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres, appelé « mois zéro ».

Pour les bons de commande (BDC) relatifs aux prestations ponctuelles, le prix est réglé après réception de la prestation.

9.3 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes lors de la première période puis révisibles lors de chaque reconduction.

La révision du prix s'effectue dans les conditions suivantes :

$$P = P_0 \left(0,80 \frac{ICHTrev - TS_0}{ICHTrev - TS_0} + 0,20 \frac{MIG EBI}{MIG EBI_0} \right)$$

dans laquelle :

- P est le nouveau prix de règlement ;
- P₀ est le prix initial ;

ICHTrev-TS₀ est la valeur de l'indice « salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail - Indices du coût horaire du travail révisé – Tous salariés - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques » de l'INSEE identifiant **001565195** correspondant au « mois zéro » ;

o MIG EBI₀ est la valeur de l'indice « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – Energie et biens intermédiaires » de l'INSEE identifiant **010764357** correspondant au « mois zéro ».

- ICHTrev-TS et MIG EBI sont les valeurs des derniers indices connus correspondant au mois anniversaire de la notification.

La lecture des indices s'effectue sur le site internet www.insee.fr

A chaque reconduction, le chargé d'affaires de l'acheteur calcule et notifie le nouveau coefficient de révision au titulaire par ordre de service.

Le titulaire devra appliquer ce coefficient sur l'ensemble de ses devis ou factures qu'il transmet pendant une année, jusqu'à la prochaine révision de prix. Le montant de la révision devra apparaître distinctement.

Si le titulaire omet d'appliquer le nouvel indice sur ses devis ou factures, ces derniers seront modifiés par le chargé d'affaires qui appliquera d'office le nouveau coefficient notifié par ordre de service correspondant à la formule de révision susvisée. Le montant de la révision devra apparaître distinctement.

La révision de prix constitue un engagement contractuel et aucune des parties ne peut y renoncer ou en empêcher unilatéralement la mise en œuvre.

La révision du prix des prestations se poursuivra au-delà du délai d'exécution contractuel lorsque le retard n'est pas imputable au titulaire.

Si les prestations ne sont pas achevées à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des indices ou index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Lorsque des prix nouveaux ou du correctif sont insérés en cours d'exécution, ces prix seront ramenés au MO afin qu'ils ne soient pas actualisés et que seule la révision de prix leur soit appliquée conformément à l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

9.4 Application de la TVA

Le montant des acomptes et du solde sont calculés en application de la TVA en vigueur à la date d'établissement des factures.

ARTICLE 10 PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT

10.1 Facturation

10.1.1 Généralités

Prestations forfaitaires

Les factures sont présentées de manière détaillée de sorte que les montants individuels des différents postes pour lesquels une demande de paiement est établie apparaissent distinctement et puissent faire l'objet d'un contrôle.

L'exécution d'un paiement a lieu lorsque les prestations d'un ou plusieurs postes ont été réalisées, y compris réception des rapports.

Les règlements seront effectués par virement administratif.

La facturation du solde de chaque maintenance préventive doit être établie.

Conformément à l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, le règlement peut à la demande du titulaire être réalisé selon une périodicité mensuelle.

Prestations unitaires

Les prestations à prix unitaires sont facturées dès qu'elles sont réalisées et que le bénéficiaire a notifié leur réception au titulaire par ordre de service. La date de validation du service fait déterminera la période considérée pour la révision des prix.

10.1.2 Modalités de facturation

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, le SID NE a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre via Internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.**

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions figurant ci-après.

La facture devra porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI et art.1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique) :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture et notamment leurs numéros SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les références suivantes sont particulièrement nécessaires au traitement des factures :

- la référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande : 10 chiffres, sans espaces, sans point ;
- le code du Service Exécutant (code SE) suivant : D10711I057 ;
- la désignation du destinataire « services de l'État » : n° SIRET 110 002 011 00044.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO. Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

1. **Accéder à la documentation Chorus Pro** : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

2. Le Livechat permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés).

3. Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »).

4. Saisir une sollicitation :

- a. En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro
- b. En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique au présent contrat.

Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'État.

10.1.2.1 Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité, avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du bénéficiaire, pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

10.1.2.2 Suivi du service fait

Afin que le bénéficiaire (USID) puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire de l'accord-cadre lui envoie par courrier électronique une copie des factures qui auront été éditées et transmises conformément à l'article « 11.1.2 Modalités de facturation ».

L'adresse électronique à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution de l'accord-cadre.

10.1.2.3 Délais de paiement

Le délai de paiement des factures est fixé à 30 jours.

10.1.3 Approvisionnements

Il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

10.1.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>). Il est rappelé que les DC4 devront être signés par un collaborateur du/des titulaire(s) habilité à engager la société. Le RPA procèdera systématiquement à cette vérification.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCP.

10.1.5 Modalités de paiement du sous-traitant admis au paiement direct

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir dès lors que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du code de la commande publique, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10 % du montant hors taxes de l'accord cadre (basé sur le prix maximum de l'accord-cadre intégrant l'ensemble des périodes du contrat).

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10 % du montant hors taxe de l'accord cadre ne peuvent donc pas prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre devra fournir à l'acheteur une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

a. Modalités de transmission

Dans les conditions fixées à l'article R.2193-11 du CCP, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement au titulaire, seul habilité à adresser les demandes de paiement à l'acheteur pour règlement.

La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au bénéficiaire, accompagnée de la facture et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis de réception postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire joint à sa facture une attestation de paiement signée par ses soins indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

b. Attestation de paiement du titulaire

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire ou le co-traitant joint au projet de décompte :

- une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire/co-traitant,
- une attestation de paiement signée du titulaire/co-traitant indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon dématérialisée, le titulaire/co-traitant la valide ou la refuse directement dans Chorus Pro.

10.2 Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration, via CHORUS. Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

10.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autre formalité des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

10.4 Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué à l'accord-cadre.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, l'exemplaire unique destiné au nantissement de l'accord-cadre sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

ARTICLE 11 AVANCE

Une avance est versée au titulaire de l'accord-cadre, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant minimum de l'accord-cadre ou 30 % du bon de commande selon que le droit à avance concerne le montant minimum de l'accord-cadre ou le montant du bon de commande.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que les conditions pour y prétendre sont remplies.

Le remboursement de l'avance s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant de l'accord-cadre ou du montant initial du bon de commande.

ARTICLE 12 PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION

12.1 Pénalités

Des pénalités peuvent être prononcées par le bénéficiaire à l'encontre du titulaire s'il apparaît que les prestations de ce dernier ne sont pas conformes à certaines de ses obligations contractuelles.

Conditions particulières d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS les pénalités seront appliquées dans les conditions suivantes :

12.1.1 – Non-respect par le titulaire de toute instruction d’entretien donnée par le bénéficiaire ou défaut d’entretien de toute installation couverte par le présent marché, ayant fait l’objet d’un ordre de service, d’un compte rendu de réunion ou d’une prestation contractuelle: **50,00 € HT** par jour de retard et par emprise concernée ;

12.1.2 – Retard d’intervention pour dépannage supérieur au délai d’astreinte, à partir de la demande (appel ou email) :

- compris entre 4 H et 24 H : **50,00 € HT**

- Au-delà de 24 H, et par tranche de 24 H : **150 € HT**

12.1.3 – Retard dans la fourniture de tout document (devis, DOE, planning, procès-verbal, rapport, ...) : **50 € HT** par jour et par document ;

12.1.4– Absence aux réunions non justifiée: **200,00 € HT** par jour de retard ;

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG/FCS les pénalités de retard ne feront pas l’objet d’une exonération liée à leur montant. Elles resteront, sauf décision du pouvoir adjudicateur, dues par le titulaire.

12.2 Règlement des litiges

Toute contestation survenant entre le bénéficiaire et le titulaire à l’occasion de l’application des clauses de l’accord-cadre, et, dans l’hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l’acheteur dans les conditions fixées à l’article 46 du CCAG/FCS.

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l’article 46.2 du CCAG/FCS. Ce mémoire doit être communiqué à l’acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l’article 46.3 du CCAG/FCS, l’acheteur dispose de deux mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n’accepte pas la décision de l’acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent conformément à l’article 46.4 du CCAG/FCS.

12.3 Dispositions relatives au redressement ou à la liquidation judiciaire

Par dérogation à l’article 39.2 du CCAG/FCS, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire en cours d’accord-cadre.

La copie du jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire de l’accord-cadre de l’acheteur. Il en va de même de tout jugement ou toute décision susceptible d’avoir un effet sur l’exécution de l’accord-cadre.

12.3.1 En cas de redressement judiciaire, l’acheteur adresse à l’administrateur une mise en demeure lui demandant s’il entend poursuivre l’exécution de l’accord-cadre

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d’une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l’article 141 de la loi du 25 janvier 1985 modifié par la loi du 10 juin 1994, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l’article 37 de la loi (il s’agit de la faculté d’exiger la continuation des contrats en cours).

En cas de réponse négative, ou en l’absence de réponse dans le délai d’un mois à compter de l’envoi de la mise en demeure, la résiliation de l’accord-cadre est prononcée.

Ce délai d’un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l’expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l’administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l’administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l’exécution de l’accord-cadre, ou à l’expiration du délai d’un mois ci-dessus. Elle n’ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

12.3.2 En cas de liquidation judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise

Dans cette hypothèse, l'acheteur pourra accepter la continuation de l'accord-cadre pendant la période visée à la décision de justice (trois mois maximum conformément à l'article 153 de la loi du 25 janvier 1985 modifiée par la loi du 10 juin 1994) ou résilier l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire.

12.4 Résiliation de l'accord-cadre

Outre les mesures prévues au CCAG/FCS (article 38 et suivants), l'accord cadre peut être résilié :

- à tout moment, sans indemnité, en cas de restructuration, de dissolution de l'organisme ou d'aliénation définitive des immeubles ou parties d'immeubles ;
- en cas de prestations non conformes telles que définies dans le présent marché. Si, dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre de mise en demeure, il n'est pas mis un terme à la non-conformité des prestations, la résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut être prononcée, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité ;
- en cas de sous-traitance de l'accord cadre sans autorisation préalable de l'Administration, sans préavis et sans indemnité ;
- en cas d'infraction aux mesures de sécurité régissant l'accès aux enceintes du ministère des Armées et des Anciens combattants et aux conditions de séjour dans leur sein, sans préavis et sans indemnité.

12.4.1 Travail dissimulé

Lorsque l'acheteur est informé d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut résilier l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément aux articles 41 et 45 du CCAG/FCS).

12.4.2 Non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitant(s) à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

12.4.3 Non production de documents

Outre les cas prévus par le CCAG/FCS, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 41 et 43 du CCAG FCS.

12.4.4 Faute du titulaire

D'une manière générale, l'accord cadre peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent accord-cadre. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

ARTICLE 14 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS D'ACCORD-CADRE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE**a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'un enregistrement**

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

b) Justificatifs semestriels*b.1. Présentation du dispositif e-Attestations*

La plateforme sécurisée APROVALL (anciennement e-Attestations) permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres. Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.aprovall.com/fr/blog/pourquoi-sommes-nous-devenus-aproval/>

b.2. Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne APPROVAL mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/blog/pourquoi-sommes-nous-devenus-aproval/>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

ARTICLE 15 CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'Acheteur ou le ministère des Armées et des Anciens combattants peuvent délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de l'accord-cadre », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'Acheteur ou du ministère des Armées et des Anciens combattants qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;

- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 16	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
-------------------	---

Le cahier des clauses administratives générales applicable au accord-cadre est le CCAG/FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les articles suivants du présent CCP dérogent au CCAG/FCS :

- L' article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- L' article 5.2.3 déroge à l'article 30.4 du CCAG FCS
- L' article 7.2 déroge à l'article 3.5.4 du CCAG FCS
- L' article 12.1 déroge aux articles 14, et 14.1.3 du CCAG FCS
- L' article 12.3 déroge aux articles 39.2 du CCAG FCS

2ème Partie – DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**ARTICLE 17 DESCRIPTION GENERALE DE LA PRESTATION A FOURNIR**

Le présent marché a pour objet la définition de l'exploitation maintenance préventive et corrective des onduleurs sur de sites de la Base de défense de LILLE (59).

Les prestations visent à garantir :

- la continuité de l'alimentation électrique des équipements ;
- La fiabilité et la performance des onduleurs ;
- La conformité réglementaire et la sécurité des biens et des personnes ;
- Et prolonger la durée de vie des équipements ;

17.1 - Désignation des entités publiques occupant les casernements

La collectivité occupant les casernements est représentée par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) de LILLE (59) désignée par le terme de « bénéficiaire » dans le présent C.C.P.

La Section Exploitation de la Maintenance (SEM) de l'USID de LILLE assurera le suivi de l'exécution des prestations sur les emprises.

17.2 - Autorités militaires intervenant à divers titres

Le bénéficiaire est représenté au moment de la conclusion du marché par Directeur du SID NORD-EST.

Les autorités militaires compétentes délivreront au titulaire du présent marché les autorisations d'accès aux différents casernements.

ARTICLE 18 IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

Les installations concernées sont situées :

VILLE	EMPRISE	ADRESSE
LILLE (59 000)	Caserne BOUFFLERS	Avenue du 43ème RI
	Caserne KLEBER	Rue du Pont Neuf
	Quartier SAINT-RUTH	Rue de la Porte d'Ypres
DOUAI (59 500)	Quartier CORBINEAU	Rue Lefebvre d'Orval
DENAIN (59 220)	Établissement Général BALAMBOIS (SSLT)	2 rue Louis Petit
DUNKERQUE (59 140)	Nouveau sémaphore de Dunkerque	Route de l'écluse Charles de Gaulle
BOULOGNE SUR MER (62 200)	Batterie de la tour d'Ordre « Sémaphore »	239 rue du baron Bucaille

ARTICLE 19 EXIGENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

Les opérations de maintenance devront être effectuées dans le respect des normes en vigueur et tout ce qui est en relation avec le bon fonctionnement des installations afin de garantir une fiabilité optimale.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes, règlements et directives en vigueur à date de notification du marché.

Sans vouloir être exhaustive, la liste ci-dessous précise les textes courants auxquels le titulaire se soumet :

- Au prescription des constructeur des onduleurs ;
- Normes CEI/IEC applicables aux onduleurs et batteries ;
- Norme NF C15-100 et ses évolutions ;
- Norme FC EN50549-1 ou NF EN50549-2 et son annexe C pour le équipements concernés.
- Recommandations de l'INRS relatives à la sécurité électrique ;
- Code du travail (habilitations électriques) ;
- Code du travail-Hygiène, sécurité et conditions de travail ;
- Réglementation environnementale (déchets dangereux, recyclage batteries) ;
- Décret n°92-333 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail et relatif aux dispositions concernant la sécurité et la santé applicables aux lieux de travail, que doivent observer les chefs d'établissements utilisateurs ;
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques

Le titulaire est tenu d'informer le représentant de la personne désignée pour le suivi de l'exécution des travaux, ainsi que l'exploitant du site des évolutions des réglementations et de leur application sur les installations et les matériels existants.

ARTICLE 20 CONSTANCE DES INSTALLATIONS

Les différentes installations sont listés dans l'annexe 2 au présent C.C.P.

Leur prise en charge est effectuée par le titulaire après signature entre le deux parties, un procès-verbal contradictoire dressé par le titulaire, ayant pour objet un état des lieux initial des installations recensant les remarques du titulaire établi par ce dernier. Ce procès-verbal fait partie intégrante du marché.

Dans les deux (2) mois qui suivent la date de notification du marché, l'état des lieux initial est rédigé par le titulaire en présence de la SEM. Il fait l'inventaire et l'état descriptif des installations, vérifiera le bon étiquetage des équipements et les corrige si nécessaire avec un plan d'implantation et une grille de repérage. Le titulaire peut émettre toutes les remarques ou réserves qu'il juge opportunes concernant l'état et l'aménagement des installations. A l'issue de l'état des lieux le titulaire et le bénéficiaire contresignent le PV contradictoire de prise en compte.

ARTICLE 21 CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

21.1 - Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels, nécessaires afin d'accomplir les prestations objets du présent marché. Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

L'équipe intervenante sera composée obligatoirement de techniciens spécialisés et habilités en fonction du type d'intervention. Ces personnels devront se présenter au représentant de la personne désignée pour le suivi de l'exécution du marché avant toute intervention sur les installations pour prendre connaissance des dernières directives.

Les installations sont constituées d'appareils provenant de différentes marques ou fabricants. Le titulaire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations.

Le titulaire utilise les droits d'accès fourni par le constructeur pour l'accès au logiciel de chaque onduleur.

21.2 - Outillage et matériels

Pour assurer la sécurité du personnel et du matériel.

Le titulaire devra mettre en place les moyens d'accès et les équipements nécessaires pour exécuter et **protéger le personnel** lors des **prestations de maintenance préventive et corrective** en hauteur (levage, plate-forme, échafaudage, nacelle et matériels de manutention) sont à la charge du titulaire.

21.3 - Consommable et pièces de rechange

Le titulaire disposera en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange correspondant aux différents modèles de matériels utilisés tels que des fusibles, disjoncteur de protection, connecteurs, cartes, ventilateurs, etc..

Cette fourniture de pièces, la main d'œuvre et déplacement associés sont inclus dans le prix forfaitaire du marché. Le remplacement de la pièce ou composant de toutes les installations couvertes par le présent marché dont **le coût unitaire est inférieur ou égal à 500,00 € HT.**

ARTICLE 22 MAINTENANCE PREVENTIVE

22.1 - Définition de la maintenance préventive (systématique et prévisionnelle)

On entend par maintenance préventive les interventions réalisées sur les matériels installés, aussi bien pour la sécurité que pour le fonctionnement normal des équipements.

Lors de ces maintenances, le titulaire contrôle les installations selon les spécifications propres aux matériels installés.

Le titulaire réalisera des passages supplémentaires, toujours dans le cadre du forfait, sur les matériels en défaut qui n'ont pas pu être remis en état de fonctionnement normal lors de la maintenance préventive afin de les remettre en état de fonctionnement (y compris les alarmes et acquittements nécessitant l'intervention du fabricant).

Le titulaire devra effectuer toutes les opérations nécessaires (vérifications et entretiens) pour tenir en conformité et en parfait état de marche les équipements objets du présent marché.

22.2 - Périodicité

Les opérations de maintenance préventive s'effectueront au minimum sur **une (1) visite par an et par équipement.**

22.3 - Créneaux horaires

Les visites de maintenance préventive se dérouleront pendant les jours et heures ouvrés suivantes :

- 8h00 – 12h00 et 13h00 – 17h00 du lundi au jeudi ;
- 8h00 – 12h00 le vendredi.

22.4 - Planning annuel d'interventions

Le titulaire devra pour la **1^{ère} période du marché**, dans le mois suivant la notification, établir un planning des interventions de maintenance prévues au présent marché.

Pour les périodes de reconductions, il fournira le planning à une date définie par ordre de service par le bénéficiaire.

Le planning devra préciser l'heure et le jour de la visite par emprise, les différents types d'intervention ainsi que les personnels intervenants.

Ce planning sera soumis au VISA de la personne chargée du suivi de l'exécution du marché de l'USID de LILLE.

Les visites préventives devront être effectuées avec confirmation, auprès de l'USID, de la date et de l'heure de l'arrivée sur site d'intervention par courriel au minimum dix (10) jours ouvrés à l'avance ainsi que les noms des intervenants.

Les interventions nécessitant une coupure des systèmes opérationnels (utilisation) feront préalablement l'objet d'une demande d'autorisation au minimum vingt (20) jours ouvrés à l'avance.

La non-confirmation par le titulaire des dates du planning dans le délai imparti entraînera une pénalité définie à l'article 12.1 du présent C.C.P.

Dans l'hypothèse exceptionnelle où un événement empêche le titulaire de réaliser une action de maintenance aux dates et heures arrêtées, il doit en aviser l'USID au moins deux (2) jours ouvrés à l'avance et motiver par écrit la raison de l'empêchement.

L'USID de LILLE se réserve le droit de modifier la planification pour des motifs d'urgence imprévisible.

22.5 - Contenu des prestations de maintenance préventive systématique

Les prestations de maintenance préventive systématique sont énumérées en **annexe 3** au présent C.C.P..

Ces prestations, non exhaustives, sont données à titre indicatif et en aucun cas, ne sauraient être limitatives.

Le titulaire réalisera l'ensemble des opérations de maintenance nécessaires à la parfaite conservation des installations et ouvrages conformément aux notices d'entretien des constructeurs, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

La consistance de ces prestations doit être adaptée aux caractéristiques et conditions d'utilisation des matériels.

Si une de ces vérifications relève une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné, il devra aussitôt informer le représentant de l'occupant et du bénéficiaire. Le titulaire est tenu responsable de tout incident technique survenant lors d'une opération de maintenance. Il devra remettre en état de fonctionnement et à sa charge toutes dégradations occasionnées.

22.6 – Particularité pour les batteries des équipements

Le titulaire assurera, dans le cadre du forfait les prestations minimum décrites à l'annexe 3 et dans son rapport devra aussi figurer :

- Nombre de batteries ;
- Age des batteries ;
- Le diagnostic de leur état et la prévision de leur remplacement.

Le remplacement des batteries n'est pas compris dans le forfait. Il donnera lieu à un devis spécifique soumis à l'approbation du représentant du bénéficiaire.

Ce devis devra inclure :

- La fourniture des batteries conformes aux spécifications d'origine ou équivalentes ;
- Le transport ;
- La main-d'œuvre de dépose/repose ;
- La mise au rebut et recyclage des anciennes batteries selon la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra signaler par écrit tout besoin de remplacement, en justifiant son diagnostic (mesures de capacité, test d'autonomie, etc.).

22.7 – Outils de suivi et traçabilité

Le titulaire devra renseigner et fournir :

- Un carnet de maintenance ou un carnet électronique ;
- L'historique des interventions et des incidents ;
- Un tableau de bord annuel de disponibilité des installations.

22.8 – Dépollution et évacuation des matériels

Cette prestation doit permettre la déconnexion, le retrait et l'évacuation de matériels inutilisés. La prestation comprend :

- La déconnexion des disjoncteurs, des appareils et des accessoires ;

- La dépollution des câbles d'alimentation et de distribution ;
- La mise aux normes des installations comme par exemple la remise en place de plastron pour éviter les contacts directs de pièces nues sous tension ;
- La modification ou la suppression des marquages sur les coffrets, armoires et schémas électriques.

L'ensemble feront l'objet d'une élimination conformément à la réglementation en vigueur via une filière d'élimination agréée, article R.541-45 du Code de l'environnement.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché, article 20.4 du CCAG FCS.

22.9 - Fiches d'intervention

A l'issue de la visite de maintenance programmée de chaque appareil, le titulaire devra établir une fiche d'intervention qui sera remise au bénéficiaire.

Sur chaque fiche devront être mentionnés pour chaque équipement :

- ✓ L'identification du lieu d'intervention ;
- ✓ Le nom de l'intervenant ;
- ✓ Les dates et heures de début et fin de travaux ;
- ✓ Les vérifications effectuées ;
- ✓ Les pièces remplacées éventuellement ;
- ✓ La présence éventuelle d'anomalies ou de dérangements ;
- ✓ Des solutions préconisées pour assurer la pérennité de l'équipement.

Elle devra être remise au bénéficiaire dans les 2 jours ouvrés suivant l'intervention.

Ces fiches d'intervention devront être lisibles

Une version informatique de chaque fiche au format PDF sera également fournie (sous forme de clé USB ou envoi par courriel).

22.10 - Rapports de maintenance

Annuellement, le titulaire devra la réaliser un rapport de maintenance, sur support papier, constitué :

- ✓ d'un état des installations ;
- ✓ de la reprise des remarques ou observations de chaque équipement vérifié (équipement « classé » par emprise et par bâtiment) ;
- ✓ d'une synthèse des interventions de maintenance préventive et corrective ;
- ✓ du récapitulatif des onduleurs concernés par le remplacement des pièces de maintenance préventive prévisionnelle (avec détail des pièces remplacées) ;
- ✓ d'une prévision des réparations à court, moyen et long termes, avec fourniture de devis.

Le délai de remise du rapport au bénéficiaire **ne devra pas excéder 2 jours ouvrés** à compter de la date d'achèvement des visites préventives.

Une version informatique du rapport au format PDF sera également fournie (sous forme de clé USB ou envoi par courriel).

22.11- Astreinte téléphonique

Le titulaire assurera une permanence téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 permettant de le joindre pour tout dysfonctionnement **pendant et en dehors des heures ouvrées**. Le titulaire s'engage à communiquer tout changement de ce numéro **avec préavis de 2 jours**.

22.12 - Demandes d'interventions de dépannages

Les interventions de dépannages sont déclenchées par appel téléphonique au titulaire se présentant sous forme :

- **Pendant les jours et heures ouvrées**, d'un simple appel téléphonique émis ou courriel envoyé par le représentant de l'USID ;
- **les week-end, jours fériés et hors heures ouvrées**, d'un simple appel téléphonique émis par les personnels de permanence de l'USID de LILLE.

Seul les personnels de l'USID sont habilités à demander une intervention de dépannage.

- Le chef de l'USID ou son adjoint ;
- Le représentant du bénéficiaire ou son adjoint ;
- Les chefs d'antenne USID.

Toute intervention effectuée à la demande d'une tierce personne ne sera pas prise en compte pour paiement par l'USID.

Dans tous les cas, avant chaque intervention, le titulaire doit signaler son arrivée au représentant de l'occupant sur le site et au représentant de l'USID.

Les représentants de l'USID de LILLE seront dûment désignés en début de marché.

Un compte rendu téléphonique sera fait par le titulaire au représentant de la SEM ou au personnel de permanence à l'issue de l'intervention afin de savoir si l'installation a été remise en fonction ou les actions à mener pour effectuer celle-ci.

Prévenir immédiatement les représentants du bénéficiaire en cas de mise à l'arrêt d'une installation.

22.12.1 - Délai d'intervention

Sur simple appel téléphonique émanant d'un représentant de l'USID, le titulaire intervient sur le site dans un délai **maximum de quatre (4) heures, y compris week-end et jours fériés**.

L'appel téléphonique ou la réception du courriel est le point de départ du décompte du délai d'intervention.

Chaque intervention sera mentionnée dans les rapports de maintenance.

22.12.2 - Contenu des prestations

Au titre de chaque intervention, le titulaire devra identifier la panne, y remédier si possible (réglage, suppression des défauts, etc.), ou fournir un devis de réparation si un remplacement de matériel s'impose.

Rappel :

- Sont compris dans le prix forfaitaire du marché :
- • les déplacements, la main d'œuvre et les diagnostics, recherches de panne liés aux demandes d'interventions sur appel téléphonique ;
- • le remplacement des pièces de rechange défectueuses se rapportant à la maintenance dont le coût unitaire est inférieur ou égal à 500,00 € HT ;
- • Les équipements (levage, plate-forme, échafaudage, nacelle et outils) nécessaires au dépannage et réparation.

22.12.3 - Compte rendu d'intervention de dépannage

Le titulaire devra faire parvenir au représentant de la SIM, par courriel, un compte rendu d'intervention à chaque intervention corrective (dépannage ou réparation) au plus tard **2 jours ouvrés** après la fin de l'intervention.

Le compte rendu d'intervention doit contenir au minimum les informations suivantes :

- ✓ Le numéro de l'ordre d'intervention ;
- ✓ désignation de l'immeuble ;
- ✓ désignation de l'équipement ;
- ✓ date du début l'intervention ;
- ✓ nature de la panne (correctif) ;

- ✓ cause (correctif) ;
- ✓ remède (correctif) ;
- ✓ date et heure de remise en route des éléments à l'arrêt ;
- ✓ durée d'indisponibilité ;
- ✓ intervenant (sous-traitant, titulaire) ;
- ✓ Les pièces remplacées avec leur numéro identification ;
- ✓ Les défaillances prévisibles et une préconisation de traitement ;
- ✓ Toute information complémentaire permettant de qualifier l'intervention (compte rendu sur une installation définie critique) ;
- ✓ Photos avant et après intervention ;
- ✓ L'identification et signature de la personne représentant le bénéficiaire sur le site (accompagnateur) ;
- ✓ durée effective de l'intervention ;
- ✓ Date, heure de la fin de l'intervention .

La non-fourniture par le titulaire d'un compte rendu d'intervention corrective entraînera une pénalité définie à l'**article 12.1** du présent C.C.P.

ARTICLE 23 MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective consiste à effectuer les interventions pour remise en état à la suite de la défaillance d'un élément constitutif, détectée lors des visites périodiques ou se manifestant de manière soudaine.

La prestation de maintenance curative s'applique aux matériels pris en charge à l'entreprise. Elle comprend l'intervention (pièces, main d'œuvre et déplacements) pour remise en état, par suite de la défaillance d'une pièce détachée ou d'un sous-ensemble se manifestant de manière soudaine.

Les pièces et les composants fournis par le titulaire sont garantis au minimum 1 an après leur mise en place.

Deux (2) cas se présentent :

➤ **Cas n°1 – Le remplacement d'une pièce dont le montant unitaire est inférieur ou égal à 500,00 € HT :**

Le titulaire assure le remplacement, sur présentation de facture ou de justificatif d'achat, de toute pièce ou composant de toutes les installations couvertes par le présent marché, dont le coût unitaire hors taxes maximum, avant application du coefficient K, est de **cinq cents euros Hors Taxe (500,00 € HT)**.

Le titulaire prend à sa charge le montant de la pièce ainsi que le prix du déplacement et de la main d'œuvre nécessaires, ces prestations étant **inclues au titre du forfait (maintenance préventive) du marché**.

➤ **Cas n°2 – Le remplacement d'une pièce ou d'un équipement dont le montant unitaire est supérieur à 500,00 € HT:**

Le titulaire a pour obligation de fournir un devis de réparation dans un délai **maximum de 02 jours ouvrés**, reprenant les coûts du déplacement et de la main d'œuvre, indiqués au bordereau de prix unitaires (B.P.U.), ainsi que montant de la pièces affectée du coefficient de majoration K défini lors de la remise des offres et la **facture PROFORMA des pièces à remplacer à fournir obligatoirement**

Le devis devra être accepté par l'USID de LILLE et cet accord confirmé au titulaire de manière formalisé par l'émission d'un bon de commande.

En effet, **le bénéficiaire se réserve le droit de donner suite au devis ou de faire appel à la concurrence, s'il l'estime opportun**. Les sommes dues au titulaire sur prix unitaires des travaux engagés par le titulaire seront payées après réception des travaux sans réserve formalisée par ordre de service.

Lors de son intervention, si le titulaire juge impossible la remise en service immédiate des installations, il les mettra à l'arrêt en position de sécurité et ce jusqu'à la réparation et prévenir aussitôt les occupants du site et le représentant de l'USID de LILLE.

Si la remise en état définitive n'est pas possible dans le délai imparti, le titulaire doit proposer une solution palliative.

La remise en état définitive devra intervenir dans le délai **20 jours ouvrés** à compter de l'acceptation du devis par le bénéficiaire et si le titulaire ne fait pas valoir un délai supplémentaire pour la commande de la pièces. **Au-delà de ce délai le titulaire encourt la pénalité à l'article 12.1 du CCP.**

Le titulaire est tenu responsable de tout incident technique survenant lors d'une opération de maintenance. Il devra remettre en état de fonctionnement et à sa charge toute dégradation occasionnée.

23.1 - Compte rendu d'intervention corrective

Le titulaire devra faire parvenir au représentant de la SIM, par courriel, un compte rendu d'intervention à chaque intervention corrective (dépannage ou réparation) au plus tard **2 jours ouvrés** après la fin de l'intervention.

Le compte rendu d'intervention doit contenir au minimum les informations suivantes :

- ✓ Le numéro de l'ordre d'intervention;
- ✓ désignation de l'immeuble ;
- ✓ désignation de l'équipement ;
- ✓ date du début l'intervention ;
- ✓ nature de la panne (correctif) ;
- ✓ cause (correctif) ;
- ✓ remède (correctif) ;
- ✓ date et heure de remise en route des éléments à l'arrêt ;
- ✓ durée d'indisponibilité ;
- ✓ intervenant (sous-traitant, titulaire) ;
- ✓ Les pièces remplacées avec leur numéro identification ;
- ✓ Les défaillances prévisibles et une préconisation de traitement ;
- ✓ Toute information complémentaire permettant de qualifier l'intervention (compte rendu sur une installation définie critique) ;
- ✓ Photos avant et après intervention ;
- ✓ L'identification et signature de la personne représentant le bénéficiaire sur le site (accompagnateur) ;
- ✓ durée effective de l'intervention ;
- ✓ Date, heure de la fin de l'intervention .

La non-fourniture par le titulaire d'un compte rendu d'intervention corrective entrainera une pénalité définie à l'article 12.1 du présent C.C.P.

23.2 - Maintenance curative (non programmée)

Les interventions effectuées au titre des opérations de maintenance curative (non programmées) résultent notamment des constatations faites lors des visites de maintenance préventive (programmées), des défauts signalés par l'USID et des observations formulées par des organismes de contrôle agréés au titre des contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Elles ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels et équipements, en conformité avec les exigences de sécurité, ou les remises aux normes de faible importance.

Les interventions de maintenance curative (déplacement, fourniture et main d'œuvre) devront systématiquement être soumises à la fourniture préalable d'un devis par le titulaire, conforme à celui défini à l'article 23 ci-dessus.

Les opérations de maintenance curative seront planifiées par l'USID en accord avec le titulaire en fonction de l'urgence déterminée lors des visites de maintenance préventive et des contrôles.

A chaque visite, le personnel d'intervention du titulaire mentionne sur les documents d'entretien les dates, heures de début, de fin d'intervention et le temps de travail effectif, ainsi que la liste des pièces détachées remplacées avec leur numéro de série et identification .

Une fiche d'intervention sera remise au bénéficiaire **dans les 2 jours** suivant la fin de l'opération de maintenance.

23.3 - Modification de l'installation – Mise aux normes

Le titulaire fournira les éléments techniques indispensables à l'adjonction, à la modification ou à la mise aux normes des installations.

Toute modification nécessaire au bon fonctionnement des installations fera l'objet d'une remise de devis.

ARTICLE 24 DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire s'engage auprès du bénéficiaire à lui faire part des solutions visant à améliorer les installations présentes sur le site. Il exercera son devoir d'information et de conseil en lui faisant état de préconisations, argumentées ou justifiées sur la base de texte de référence lorsqu'ils existent.

ARTICLE 25 GARANTIE

Les équipements, ensembles et sous-ensembles techniques homogènes remplacés au **titre de la maintenance préventive et corrective seront garantis un (1) an à compter de la date de mise en place.**

Les pièces de remplacement devront être strictement identiques à la configuration initiale afin de garantir un fonctionnement optimum.

Toute pièce remplacée sera mentionnée sur le carnet de maintenance avec la date d'effet de la garantie.

Le déplacement et la main d'œuvre pour le remplacement d'une pièce sous garantie seront à la charge du titulaire.

Cas particuliers :

Si le titulaire en apporte la preuve, les prestations suivantes seront facturées au client :

- ✓ intervention suite à négligence évidente et/ou mauvaise utilisation de l'installation (fausse manœuvre, coups) ;
- ✓ intervention suite à modification, réparation, montage, démontage de l'installation ou d'une partie par des personnes non habilitées par le titulaire ;
- ✓ surtension électrique, foudre ;
- ✓ incendie, dégâts des eaux ;
- ✓ utilisation d'autres pièces que celles livrées par le fabricant ;

tous travaux demandés au titulaire qui sortent du cadre du marché.

ARTICLE 26 REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation en sa possession concernant les matériels objets du marché **20 jours ouvrés avant la fin de la dernière période .**

Dans le cadre de la continuité de service des installations à soutenir, il est demandé au titulaire « sortant » d'accompagner le titulaire « entrant » sur toutes les installations et d'établir un PV de passation de consignes qu'il transmettra au bénéficiaire. De cette façon, il est attendu du titulaire que des moyens humains soient consentis afin de transmettre aux nouveaux prestataires :

- Modalités de fonctionnement des installations ;
- Explication des différentes postures à adopter en cas de dégradation des équipements ;
- Liaisons avec les équipes de surveillance intégrées au quartier ;
- La prise en compte et la tenue à jour des registres d'intervention et de maintenance ;
- État final à remettre à l'USID.

Le titulaire aura pris soin d'estimer justement les moyens et durée à consentir sur cette étape du contrat en l'estimant forfaitairement.

FIN DU CCP